

# GOUVERNANCE ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION: Stratégie nationale de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption au Burundi

DOSSIER



**P**lusieurs études ont montré que la corruption s'est amplifiée avec la crise sociopolitique qu'a connue le pays et, surtout, qu'elle ne semble pas s'essouffler même avec le retour de la paix et le rétablissement des institutions légitimes.

Les rapports de la Banque Mondiale sur les indicateurs de la gouvernance dans le monde, l'indice de perception de la corruption de **Transparency International** (En 2009, 170<sup>ème</sup> /181 pays), **l'Index Mo Ibrahim sur la gouvernance en Afrique** ainsi que l'Etude diagnostique sur la gouvernance et la corruption au Burundi réalisée en novembre 2007, l'on constate que non seulement la corruption au Burundi n'a cessé de s'amplifier mais également que le Burundi enregistre de très mauvais résultats par rapport à ses voisins.

L'étude diagnostique sur la gouvernance et la corruption réalisée au mois de novembre 2007 par le bureau indépendant « CERTI » classe

la corruption au troisième rang des problèmes cruciaux qui préoccupent les citoyens burundais après la pauvreté et le chômage dans les villes et la cinquième préoccupation importante dans le monde rural.

## Les causes

Certaines des causes invoquées qui favoriseraient la prolifération de la corruption sont notamment :

1. L'appât du gain extrêmement fort,
2. La pauvreté de la population et la modicité des salaires de fonctionnaires ;
3. La mauvaise gouvernance ;
4. La volonté politique exprimée mais non concrétisée ;
5. l'impunité ;
6. la politisation de l'administration et de la justice ;
7. les mécanismes de prévoyance sociale pour les fonctionnaires inadéquats ;
8. les lenteurs administratives et judiciaires ;
9. les lourdeurs de procédures administratives et judiciaires ;
10. la politisation de l'administration et de la justice ;
11. l'absence et/ou faiblesse des mécanismes de contrôle ;
12. la non information des services publics ;
13. le manque de transparence dans les services publics ;

## Les conséquences

L'on ne saurait énumérer toutes les conséquences dommageables de la corruption à l'économie nationale et à la vie des citoyens. On peut citer quelques unes :

### sur le plan économique

- La corruption favorise l'évasion des recettes fiscales et douanières et une mauvaise allocation des ressources nationales et internationales ;
- Elle favorise la fuite des capitaux ;
- Elle pousse à négliger un travail de qualité, par la recherche incessante de pots-de-vin ;
- Elle crée une distorsion des investissements vers les secteurs corrompus et baisse la qualité des biens achetés et produits ;
- Elle encourage la spéculation et les rentes parasitaires dans le secteur des importations ;
- Elle décourage les investissements étrangers.

### Sur le plan social

- Elle accentue l'instabilité et la destruction des systèmes de légitimation et d'intégration nationale ;
- Elle réduit le sens moral, civique et développe l'incivisme ;
- Elle précarise davantage la situation des personnes les plus vulnérables.

### Sur le plan institutionnel

- Elle érode la mission de contrôle de l'action gouvernementale par le parlement et provoque l'instabilité des institutions ;
- Elle fausse les règles du jeu démocratique et permet à des personnes moins méritantes d'être aux commandes des affaires de l'Etat ;
- Elle accroît la criminalité.

### **Au niveau de l'administration publique**

- Elle réduit l'efficacité de l'administration publique et, partant, de l'action gouvernementale ;
- Elle freine l'application des bonnes mesures gouvernementales qui dérangent l'intérêt de certains lobbies ;
- Elle augmente les coûts des services publics les rendant inaccessibles aux plus vulnérables.

### **Les stratégies de lutte contre la corruption**

#### **Stratégie 1 : La mise en place d'un cadre légal cohérent et efficace conforme aux normes internationales en matière de lutte contre la corruption**

Les actions suivantes sont impératives :

- Identifier les bonnes pratiques tirées des législations internationales à intégrer dans notre arsenal juridique ;
- Identifier et lever les lacunes, les incohérences et les contradictions préjudiciables à la mise en application des lois actuelles en matière de prévention et de répression de la corruption ;
- Identifier d'autres textes de lois nécessaires pour une prévention et une répression efficace de la corruption.

#### **Stratégie 2 : Le renforcement des capacités opérationnelles des structures chargées de la lutte contre la corruption**

Dans ce cadre, il est impérieux de :

- Conduire un audit institutionnel et de capacité de la Cour des Comptes, de l'Inspection Générale de l'Etat, de la Cour Anti-corruption et de la Brigade ;
- Améliorer la coordination de ces institutions et organes pour une meilleure collaboration ;
- Renforcer ensuite leurs capacités.

#### **Stratégie 3 : La rupture avec l'impunité et le recouvrement des biens et avoirs détournés ou acquis illicitement**

- Mettre en place des mécanismes fonctionnels de suivi des dossiers en rapport avec la corruption et les infractions connexes transmises aux instances judiciaires ;

- Mettre en place des mécanismes de gel, saisi conservatoire et de recouvrement des avoirs et biens produits de la corruption ;
- Renforcer la coopération internationale en matière de récupération des avoirs.

#### **Stratégie 4 : Accroître la transparence dans la gestion des affaires publiques**

La transparence est la meilleure arme pour prévenir les actes de corruption.

#### **La transparence dans la passation des marchés publics**

- L'amélioration de l'accès du public à l'information par :
  - La disponibilité de l'information pour le public sur des sites gouvernementaux ;
  - La planification de tous les marchés à passer au cours de l'année ;
  - La publication des marchés publics ;
  - L'ouverture des systèmes et des procédures à l'examen du public ;
  - La réduction des pouvoirs discrétionnaires des responsables en charge des marchés publics.
- La systématisation et le renforcement des cellules de passation de marchés dans les administrations notamment en initiant la coopération avec le secteur privé pour la formation, l'appui conseil, le contrôle et la certification de la qualité et de l'impartialité des délibérations et des attributions au sein des cellules de passation des marchés publics.

- L'établissement des déclarations de conflits d'intérêts des cadres agents chargés des marchés publics et des négociations des contrats dans l'administration.

- La systématisation de la reddition des comptes.

- L'établissement de standards minimum de conduite auxquels les fournisseurs de biens et services sont soumis.

- Le renforcement des capacités des personnes chargées des marchés publics dans l'administration.

#### **La transparence dans le recrute-**

#### **ment et la gestion du personnel des marchés publics**

La réduction des pratiques de corruption exige une amélioration des capacités de gestion des personnels du service public ainsi que le relèvement du niveau d'intégrité des cadres et agents. Cela exige que les actions suivantes soient entreprises :

- La conduite d'enquêtes préalables sur les qualifications et les emplois antérieurs des personnes postulant pour des postes sensibles ou à de hautes fonctions ;

- La fixation des profils de postes pour la nomination aux hautes fonctions

- L'établissement de codes d'éthique ;

- La confection de rapports annuels sur l'audit, sur l'éthique dans l'administration ;

- Le développement des mécanismes de redevabilité dans l'administration publique ;

- La fixation des sanctions dissuasives et leur application effective en cas d'écart au code d'éthique.

#### **Stratégie 5 : Le renforcement du partenariat avec la société civile et le secteur privé dans la lutte contre la corruption**

- Favoriser l'émergence d'un Forum National Anti-corruption et l'associer dans la mise en œuvre de la stratégie ;

- Favoriser la mise en place des comités locaux de bonne gouvernance et la culture de dénonciation des actes de corruption ;

- Etablir le partenariat avec le secteur privé en vue de décourager les pratiques de corruption dans ce secteur ;

- Stimuler la mobilisation et l'engagement des syndicats de travailleurs dans la promotion de l'éthique et dans la lutte contre la corruption.

